

Contre le virus capitaliste et sa société désolante



« Ce qui précipite si facilement les hommes vers les mouvements totalitaires et les prépare si bien à une domination de ce type, c'est la désolation partout croissante. »

Hannah Arendt

Les gardiens de l'ordre capitaliste martèlent à l'unisson qu'« il y aura un avant et un après cette épidémie ». Or, rien ne garantit un futur préférable à la situation qui prévalait pour la majorité de la population laborieuse avant l'apparition du Covid-19.

La crise multidimensionnelle dans laquelle nous ont plongé les irresponsables gouvernementaux rappelle, s'il en était encore besoin, que la bourgeoisie et son État ne se contentent pas de reprendre d'une main ce qu'ils prétendent donner de l'autre.

« Quoi qu'il en coûte », le pouvoir cherche en effet à protéger les intérêts des patrons au détriment de la santé des exploités. « Nous sommes en guerre », certes. Sauf que le conflit ne se cantonne pas au domaine sanitaire : il est éminemment politique et social.

Quand, avec un cynisme certain, une porte-parole salue les salariés qui vont travailler « la boule au ventre », il s'agit surtout de refuser l'exercice du droit de retrait pour ceux dont les employeurs feraient respecter les fumeuses « mesures barrières ».

Ainsi, les ouvriers qui ne peuvent guère recourir au télétravail – facteur supplémentaire de désocialisation – mesurent tout le mépris de classe dont ils font l'objet, jetant une lumière crue sur la « distance sociale » qui les sépare des préposés à l'encadrement.

Les indépendants, auto-entrepreneurs, artistes et autres travailleurs informels qui se débrouillaient tant bien que mal en dehors du salariat réglementé mesurent l'extrême fragilité de leur situation peu enviable.

Avec les chômeurs, les détenus, les sans-abris ou les étrangers, ils ressentent dans leur chair l'exclusion qui terrorise une classe moyenne jalouse de ses avantages, son arrogance, son langage et ses innombrables signes distinctifs.

Après le premier tour des municipales, la gauche radicale a souligné le « large désintérêt populaire pour cette élection perçue comme totalement déplacée ». Ne fallait-il pas, dès lors, appeler au boycott actif de ce scrutin comme de tous les suivants ?

Dans une subite audace, des organisations franciliennes déclarent que « le syndicalisme ne saurait devenir le supplétif du gouvernement ». Or, les bureaucrates n'ont-ils jamais fait autre chose en cautionnant ces dernières années un « dialogue social » subventionné ?

Pendant ce temps, un magazine de la droite dure ricane devant la pagaille qui règnerait dans des « quartiers populaires » où l'on se bat – au sens propre – pour défendre son bifteck devant une boucherie hallal de la banlieue sud.

Tandis que les identitaires applaudissent au rapatriement d'Africains coincés en France, les xénophobes ne disent rien sur les Parisiens aisés qui ont fui la capitale pour gagner leurs résidences luxueuses de province.

Quant aux intégristes, ils invitent « à voir à travers l'épreuve du coronavirus et des conséquences qu'elle entraîne pour nous aujourd'hui la volonté de Dieu ». Réjouissons-nous plutôt de la fermeture des lieux de culte et des enceintes sportives.

Le lock-out décidé unilatéralement par les autorités permet de dresser l'inventaire des « activités essentielles » et, par contraste, celui des tâches antagoniques à la satisfaction des besoins humains favorisées par un mode de production parasitaire.

Un journal laïque signalait que l'art et la culture devenaient explicitement « non indispensables » aux yeux des tenants du régime. Comme si la plèbe ne pouvait se contenter que de pâtes industrielles ou de boîtes de conserve.

En réponse au mépris pour l'université et la recherche, un collectif réclame « respect, éthique intellectuelle, transparence et intégrité », autant de valeurs à rebours des pratiques féodo-vassaliques qui régissent ce milieu menacé de clochardisation.

La situation n'est pas différente dans les autres secteurs de ce qu'on appelle « service public » par abus de langage ; cette notion anachronique démantelée par la gauche, privatisée par la droite, contre-réforme après contre-réforme, froidement.

La santé n'est pas en reste. En une quinzaine d'années, des dizaines de milliers d'emplois et près de 70 000 lits ont disparu à l'hôpital public selon un quotidien. Mais applaudir à son balcon ne suffit pas à restituer ce qui a été détruit et volé.

Les « inconscients » ne sont pas les flâneurs que les drones surveillent ou que les policiers verbalisent. Ce sont les professionnels de la représentation qui ont bradé les conquêtes sociales. Ce sont les poseurs de la contestation qui ont multiplié les impasses.

Il n'y a plus rien à attendre des tenants d'une radicalité postmoderne (intersectionnels, décoloniaux, animalitaires, etc.) dont les thèses ont été balayées par cette déflagration qui interpelle notre commune humanité.

Par conséquent, il faudra établir le bilan des défaites successives et refuser, dès à présent, les fausses recettes qui ont conduit au désastre planétaire. La « crise sanitaire » exprime la crise du capitalisme et de la démocratie représentative qu'il faut rejeter définitivement.

Pourtant, d'aucuns en viennent à justifier l'attestation de sortie qui, toutes proportions gardées, remémore le livret d'ouvrier de l'Ancien Régime ou le permis de voyage sous la colonisation. Inutile de franchir le point Godwin...

Quelle liberté perdue faudra-t-il pleurer demain ? Ici et maintenant, cette crise permet de tester à grande échelle les instruments d'un contrôle social perfectionné grâce aux nouvelles technologies. Et tout cela au nom de notre santé.

Car cette épreuve révèle les peurs enfouies, le degré d'aliénation et le niveau de passivité entretenu par l'injonction « restez chez vous » répétée inlassablement par les média de masse et relayée jusque dans nos logements exigus par voie d'affichage.

Mais la crainte ne nous grandit pas. Loin de là. L'isolement n'ouvre aucune perspective émancipatrice. L'atomisation sert le pouvoir, tous les pouvoirs. La propagande anxiogène vise à renforcer l'atomisation et à infantiliser des adultes déjà fragilisés.

Sur la radio publique, les auditeurs attendent des experts des consignes à propos de ce qu'ils ont le droit de faire, comme les jeûneurs demandent aux imams ce qui est licite sur les stations communautaires pendant le mois de Ramadan.

Heure après heure, les sirènes deviennent plus bruyantes. Que dire des regards fuyants quand on croise un piéton dans un quartier désert ? Les masques, plus nombreux sur les visages malgré les stocks vidés, défigurent et installent l'ambiance d'un hôpital militaire.

L'absurdité d'un mode de vie subi éclate au grand jour avec la pandémie : le confinement a provoqué l'augmentation des ventes d'accessoires sexuels, de drogues et d'armes aux États-Unis. Sans parler de la pénurie de papier hygiénique dans les supermarchés.

On assiste à une ruée paradoxale sur les sites de rencontres alors que celles-ci ne sont plus possibles et encore moins désirées par des célibataires depuis longtemps indisponibles, dépressifs ou en épuisement professionnel.

Le toucher était suspect dans nos contrées inclusives, le contact devient criminel. On pourra balancer son malade et le géolocaliser grâce à des applications qui ramènent le morbide à une dimension ludique, comme n'importe quel jeu vidéo.

Mais la réalité nous rattrape très vite, à mesure que les « cellules éthiques » opèrent un tri selon les chances de survie des patients, comme dans l'Italie voisine, et que se creuse « l'espace de courtoisie » entre chaque consommateur.

Pour sortir du marasme, il faudra sans doute, ainsi que le suggère une revue chinoise, « opérer dans cet état perpétuel de crise et d'atomisation ». D'autant que tout n'est pas perdu. Selon le quotidien français de référence, « l'union sacrée » n'est pas encore réalisée.

Tel est leur problème, telle est notre solution !

Socialisme ou barbarie...

Eros ou Thanatos...

Nedjib SIDI MOUSSA

Paris, le 22 mars 2020

– À *contretemps* / Odradek/mars 2020 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article759>]